



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 7 mars 2003

VOIR AUSSI

◆ Le coût de l'énergie propulse l'inflation à son plus haut niveau en 12 ans

Le coût très élevé de l'énergie a propulsé l'inflation à son plus haut niveau depuis presque 12 ans en janvier dernier. Les consommateurs ont payé 4,5 % de plus pour les biens et services qu'un an plus tôt.

◆ L'excédent du compte courant plonge de moitié presque

L'excédent du compte courant du Canada dans ses opérations avec le reste du monde a plongé de presque la moitié l'an dernier à la suite d'un recul important des exportations de marchandises.

◆ Une excellente année pour les bénéficiaires des sociétés

Les bénéfices des sociétés ont atteint leur plus haut niveau l'an dernier, les fabricants et les détaillants ayant déclaré de fortes hausses. Les sociétés canadiennes ont réalisé des bénéfices de 156,3 milliards de dollars en 2002, ce qui représente une hausse de 5,8 % par rapport à 2001.

◆ Les investissements privés et publics devraient augmenter

Les entreprises, administrations publiques et établissements prévoient consacrer plus de 209 milliards de dollars en 2003 aux investissements en installations, en équipement et en logements, en hausse de 2,1 % par rapport à 2002. La vigueur soutenue des investissements dans le secteur de l'habitation et dans l'administration publique devrait contrebalancer l'inertie des investissements des entreprises.

La croissance économique s'essouffle

L'activité économique a ralenti au dernier trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel n'ayant progressé que de 0,4 %, soit moins de la moitié de la croissance enregistrée au troisième trimestre. La baisse des exportations n'a été que partiellement contrebalancée par la vigueur soutenue des dépenses de consommation.

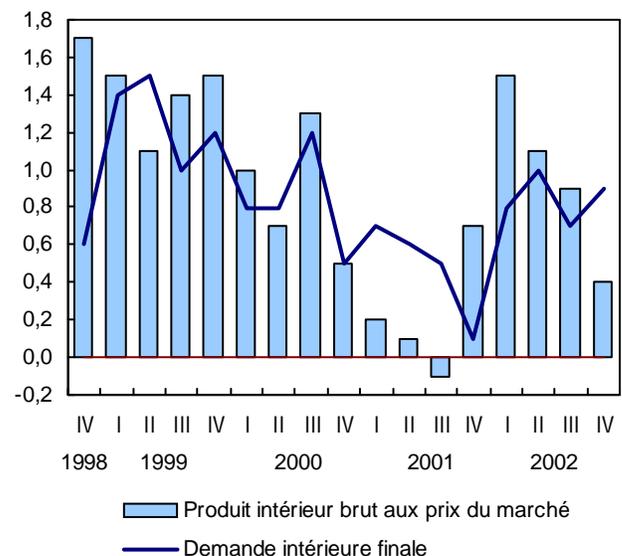
Le taux de croissance économique annuelle n'a été que de 1,6 % au cours du dernier trimestre de 2002, contre 3,6 % au trimestre précédent.

Cette croissance plus faible est le résultat d'une baisse de la production dans les secteurs manufacturier et agricole, ainsi que de niveaux d'activité moins élevés dans le secteur financier. L'économie a été stimulée par le secteur des services, et plus particulièrement par le commerce de gros et de détail, l'administration publique, les soins de santé, l'immobilier et les services aux entreprises.

(suite à la page 2)

Croissance du PIB

Variation trimestrielle en %, en \$ enchaînés (1997)



La croissance économique... (suite de la page 1)

La baisse de 2,1 % des exportations au quatrième trimestre, qui a touché principalement les produits de l'automobile, est survenue après trois hausses trimestrielles consécutives. La demande intérieure ayant repris légèrement, ce sont les dépenses de consommation, particulièrement en matière de biens durables, comme les meubles et les véhicules automobiles, qui ont été la principale source de la vigueur. L'investissement en construction résidentielle, même s'il a été plus faible qu'au trimestre précédent, a tout de même progressé de 2,6 %.

Même si l'économie a ralenti au fil des trimestres de 2002, elle a néanmoins progressé de 3,4 % pour l'ensemble de l'année, soit plus du double du taux de 2001.

La baisse des exportations au quatrième trimestre traduit largement le recul de la demande aux États-Unis. Le total des exportations de produits de l'automobile a connu sa baisse la plus marquée depuis le quatrième trimestre de 1996, et les exportations de blé ont chuté de 27 %, par suite des stocks réduits en raison de la sécheresse. Les produits forestiers et le pétrole sont parmi les quelques produits ayant enregistré une croissance.

Les entreprises ont constitué des stocks représentant près de 10 milliards de dollars au quatrième trimestre, dans la foulée des accumulations importantes amorcées au deuxième trimestre. Les hausses ont été évidentes à travers les secteurs manufacturier et du commerce, et les stocks de véhicules automobiles vendus au détail y ont contribué dans une proportion de plus de 40 %.

Les dépenses de consommation dans toutes les principales catégories de biens et de services ont augmenté de 1,1 % au quatrième trimestre. Par ailleurs, les dépenses personnelles totales en biens durables ont crû de 6,4 % pour l'année, cette hausse ayant été alimentée par la demande de véhicules automobiles et par l'essor du marché de l'habitation.

L'investissement en bâtiments résidentiels s'est maintenu à des niveaux records, même si les travaux ont quelque peu ralenti au quatrième trimestre. Néanmoins, les mises en chantier ont atteint leur plus haut niveau depuis 1990. En outre, le marché des maisons

existantes a connu un regain d'activité après deux trimestres de recul. L'investissement total en bâtiments résidentiels a progressé de 15,9 % pour l'ensemble de l'année, ce qui représente la plus forte croissance depuis le dernier essor immobilier de 1987.

Toutefois, l'investissement des entreprises en usines et en matériel a reculé de 0,4 % au quatrième trimestre. Les dépenses en machinerie industrielle ont bondi de 5,5 %, mais elles ont été contrebalancées par une baisse de l'investissement en matériel de télécommunications et une baisse des achats d'automobiles par les entreprises.

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont reculé de 3,9 % au cours de l'année dans la foulée du ralentissement de 1,1 % enregistré en 2001. En outre, l'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels a chuté, après avoir affiché une tendance à la hausse au cours des neuf années précédentes.

Quant aux bénéficiaires avant impôts des sociétés, leur croissance a ralenti au quatrième trimestre et n'a affiché que 6,2 % pour l'ensemble de l'année.

Le revenu du travail s'est redressé au quatrième trimestre, ainsi que pour l'ensemble de l'année, par suite des progrès de l'emploi. Le revenu personnel disponible n'a toutefois pas maintenu le rythme des dépenses personnelles pour la plupart des trimestres, d'où la baisse du taux d'épargne tant au quatrième trimestre que pour l'année.

Pour ce qui est du mois de décembre, le produit intérieur brut n'a progressé que de 0,1 %, soit le même taux qu'en novembre.

*Pour une analyse plus détaillée, consulter le numéro du quatrième trimestre de 2002 de **La revue trimestrielle des comptes économiques canadiens** (13-010-XIF), qui est gratuitement accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page Nos produits et services, sous Parcourir les publications Internet, choisissez Gratuites, puis Comptes nationaux. Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)*

Investissement en construction résidentielle

Les investissements dans la construction résidentielle ont atteint un sommet de 52,7 milliards de dollars en 2002. Il s'agit d'une hausse de 20,9 % par rapport à 2001. Les trois composantes de l'investissement en construction résidentielle, soit les logements neufs, les rénovations et les coûts d'acquisition ont progressé par rapport à 2001.

De loin, la plus forte augmentation (en dollars) a découlé des investissements pour des logements neufs, qui se sont chiffrés à 29,2 milliards de dollars en 2002, en hausse de 30,6 %. Les dépenses en rénovations se sont chiffrées à 18,6 milliards de dollars en 2002, en hausse de 7,2 % par rapport à 2001. Quant aux coûts d'acquisition, ils se sont accrus de 26,7 % pour s'établir à 4,9 milliards de dollars.

Les investissements en construction résidentielle ont fortement augmenté dans l'ensemble des provinces et des territoires en 2002. La croissance la plus marquée (en dollars) a été enregistrées en Ontario (+16,2 % pour une valeur de 22,1 milliards de dollars) et au Québec (+32,1 % pour une valeur de 11,1 milliards de dollars).

Pour plus de renseignements, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Le coût de l'énergie propulse l'inflation à son plus haut niveau depuis 12 ans

L'envolée du coût de l'énergie a propulsé l'inflation à son plus haut niveau depuis presque 12 ans en janvier dernier. Les consommateurs ont payé 4,5 % de plus pour les biens et services qu'un an plus tôt, ce qui représente la plus forte croissance annuelle de l'Indice des prix à la consommation (IPC) depuis septembre 1991.

La hausse enregistrée en janvier est due à deux facteurs liés à l'énergie : le retour au coût normal de l'électricité pour les consommateurs de l'Ontario et l'envolée du prix de l'essence. En effet, l'IPC était tombé à 3,9 % en décembre après le remboursement de 75 \$ pour l'électricité accordé par le gouvernement de l'Ontario aux consommateurs de la province.

Les prix de l'énergie ont grimpé de 15,3 % de janvier 2002 à janvier 2003. Le prix de l'essence, qui s'est envolé de 25,1 %, est à l'origine des trois quarts de cette augmentation, alors que la montée de 31,2 % du prix du mazout, de 1,8 % du coût de l'électricité et de 5,3 % du prix du gaz naturel explique le reste de la hausse. L'IPC sans l'énergie a augmenté de 3,5 %, soit la même croissance depuis trois mois d'affilée.

L'IPC de référence, qui exclut les huit composantes les plus instables telles que définies par la Banque du Canada et qui est étroitement suivie par cette dernière, est passé de 2,7 % en décembre 2002 à 3,3 % en janvier 2003.

En termes mensuels, les consommateurs ont payé l'essence 6,2 % de plus en janvier qu'en décembre. Le prix de l'essence a augmenté dans l'ensemble des provinces et territoires, sauf l'Île-du-Prince-Édouard où les prix sont réglementés. Les hausses allaient de 0,4 % à Yellowknife à 10,0 % en Saskatchewan.

Le prix du gaz naturel s'est accru en moyenne de 7,6 % entre décembre et janvier. Cette hausse tient largement à l'envolée de 17,2 % des prix en Alberta en raison d'une augmentation des frais de service. On a aussi enregistré une progression notable en Ontario (+6,9 %) à la suite des frais d'approvisionnement et de livraison plus élevés.

Indice des prix à la consommation, janvier 2003 Variation annuelle en %, données non désaisonnalisées

	Ensemble	Aliments	Logement	Transports	Énergie
Canada	4,5	1,9	2,8	11,8	15,3
Terre-Neuve-et-Labrador	5,2	0,2	5,5	18,1	16,4
Île-du-Prince-Édouard	5,7	2,2	4,6	15,1	17,6
Nouvelle-Écosse	6,3	2,4	5,9	17,0	24,1
Nouveau-Brunswick	6,7	3,1	3,4	19,4	17,6
Québec	4,0	1,4	3,7	11,8	14,9
Ontario	4,3	3,0	2,0	11,5	14,1
Manitoba	3,6	1,4	1,4	8,1	13,0
Saskatchewan	3,9	0,3	2,0	7,9	8,6
Alberta	7,1	1,2	6,3	17,6	25,7
Colombie-Britannique	3,1	1,4	1,4	7,7	13,0
Whitehorse	3,9	-0,2	2,0	10,8	12,4
Yellowknife	4,0	0,5	3,0	6,1	17,6

De décembre à janvier, les prix des boissons non alcoolisées ont augmenté de 9,4 % à la suite du retour aux prix normaux après les promotions de la période des fêtes de fin d'année.

L'indice de prix d'achat des véhicules automobiles a reculé de 1,2 % en janvier. Des rabais plus généreux ont plus que neutralisé les quelques hausses du prix de détail suggéré de certains manufacturiers.

En janvier 2003, l'indice des voyages organisés a chuté de 8,6 %. Toutes les provinces ont affiché une baisse, la plus forte ayant été enregistrée en Ontario (-12,6 %) et en Saskatchewan (-11,4 %).

Le numéro de janvier 2003 de L'indice des prix à la consommation (Internet : 62-001-XIB 8 \$/77 \$; papier : 62-001-XPB, 11 \$/103 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Rebecca McDougall au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (courriel : infounit@statcan.ca), Division des prix. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)

Les entreprises connectées et le partage de l'information

Près des trois quarts (72 %) des entreprises commerciales au Canada possédaient des réseaux électroniques en fonctionnement en 2001, d'après une étude basée sur l'Enquête sur le commerce électronique et la technologie.

Selon cette étude intitulée *Qui partage quoi avec qui?* en 2001, près d'un tiers des entreprises connectées ont offert des catalogues de produits à des organismes externes (clients, fournisseurs, entre autres). Environ 19 % d'entre elles ont partagé de l'information sur les clients de l'extérieur, tandis que 15 % l'ont fait à l'intérieur.

Dans l'ensemble, le secteur public a, et de loin, dépassé les entreprises connectées du secteur privé pour ce qui est de l'utilisation des réseaux électroniques pour partager de l'information tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le secteur public a démontré une nette tendance à l'utilisation des réseaux électroniques pour faciliter la mobilité de l'emploi et la formation, ce qui n'a pas été le cas dans les entreprises connectées du secteur privé.

L'étude intitulée Qui partage quoi avec qui? Comment les entreprises canadiennes ont utilisé les réseaux électroniques pour partager l'information en 2001 (88F0006XIF) est gratuitement accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Louise Earl au (613) 951-2880 Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

L'excédent du compte courant plonge de moitié presque

L'excédent du compte courant du Canada dans ses opérations avec le reste du monde a plongé de presque la moitié l'an dernier à la suite d'un recul important des exportations de marchandises.

En 2002, l'excédent du compte courant désaisonnalisé est passé à 17,3 milliards de dollars contre un record de 30 milliards de dollars en 2001.

Le compte courant, qui résume toutes les transactions étrangères liées à l'activité économique courante au Canada, comprend quatre types de transactions : le commerce de marchandises, le commerce de services, les flux des revenus d'investissement et les transferts.

L'excédent du compte des biens est passé d'un record de 64,0 milliards de dollars à 54,2 milliards de dollars l'an dernier. Ce sont les exportations de machines et de matériel qui ont le plus diminué, car celles de téléviseurs, équipement de télécommunications et équipement connexe ont poursuivi leur baisse et n'atteignaient que la moitié de la valeur record de 2000.

Parallèlement, les entreprises canadiennes ont importé plus de produits de l'automobile et de biens de consommation.

Le déficit du compte des services commerciaux est passé de 8,4 milliards de dollars à 7,9 milliards de dollars, à la suite notam-

ment d'exportations accrues de services d'architecture, de génie et autres services techniques, ainsi que de services financiers.

Par contre, le déficit au chapitre des voyages — c.-à-d. la différence entre les dépenses des Canadiens à l'étranger et celles des étrangers au Canada — s'est creusé, passant à presque 1,7 milliard de dollars, mais il était encore le deuxième plus bas depuis 1987. Le déficit au chapitre des voyages avec les États-Unis a sensiblement baissé pour la deuxième année de suite.

Après avoir reculé pendant deux ans, le déficit au chapitre du revenu de placements s'est élargi, passant de 27,5 milliards de dollars à 30,4 milliards de dollars. Les bénéfices accumulés par les détenteurs d'investissements directs étrangers au Canada ont augmenté, tandis que ceux au titre des investissements directs canadiens à l'étranger ont diminué.

L'excédent du compte courant, corrigé en fonction des variations saisonnières, a diminué de 900 millions de dollars pour tomber à 3,3 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2002. C'est la première fois depuis le quatrième trimestre de 1999 que l'excédent du compte courant est inférieur à la barre des 4 milliards de dollars.

Le déficit des revenus de placements s'est creusé, compte tenu de la hausse des dividendes versés aux investisseurs directs étrangers, tandis que l'excédent au chapitre des biens a diminué en raison de la baisse des exportations de biens. Toutefois, le déficit des services s'est légèrement réduit.

Concernant le compte financier, les investisseurs directs canadiens ont investi 16,0 milliards de dollars à l'étranger au cours des trois derniers mois de 2002, ce qui est leur plus important investissement en un an et demi. Cela a porté l'investissement direct pour l'année à 43,9 milliards de dollars, ce qui est inférieur à l'investissement de 2000 et de 2001.

Pour sa part, l'économie canadienne a reçu des investissements directs étrangers de 5,7 milliards de dollars au quatrième trimestre. L'investissement total pour 2002 était de 33,6 milliards de dollars.

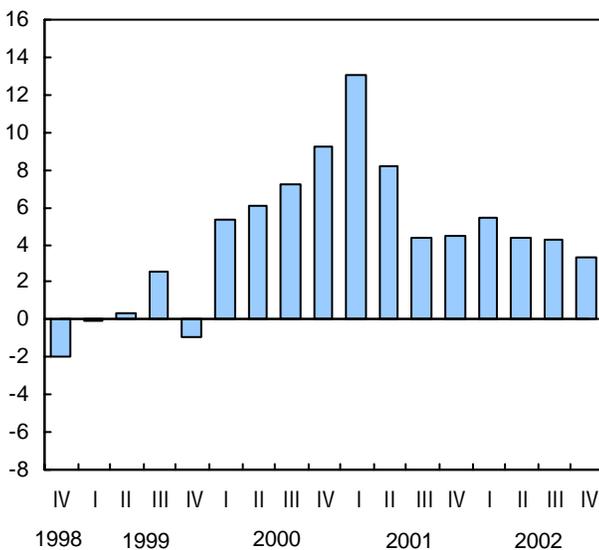
Les investisseurs de portefeuille étrangers sont revenus avec leur plus important investissement en un an avec un placement de 9,4 milliards de dollars en titres canadiens, après avoir réduit leurs avoirs au troisième trimestre. Cet investissement se situe surtout dans les titres d'emprunt, bien qu'ils aient en effet acheté un montant modéré d'actions canadiennes.

L'investissement étranger total dans des valeurs canadiennes est tombé à 17,9 milliards de dollars en 2002, ce qui est la moitié de l'investissement en 2001.

Le numéro du quatrième trimestre de 2002 de la *Balance des paiements internationaux du Canada* (Internet : 67-001-XIB, 29 \$/93 \$; papier : 67-001-XPB, 38 \$/124 \$) paraîtra sous peu. Pour plus de renseignements, communiquez avec Denis Caron au (613) 951-1861, Division de la balance des paiements.

Solde du compte courant

En milliards de dollars, données désaisonnalisées



Une excellente année pour les bénéfiques des sociétés

Les bénéfiques des sociétés ont atteint leur deuxième plus haut niveau l'an dernier, les fabricants et les détaillants ayant déclaré de fortes hausses. Les sociétés canadiennes ont réalisé des bénéfices de 156,3 milliards de dollars en 2002, ce qui représente une hausse de 5,8 % par rapport à 2001.

Le record atteint en 2002 est le deuxième après celui de 173,0 milliards de dollars enregistré en 2000, année où les bénéfices élevés du secteur de l'énergie et l'essor du secteur des produits électroniques et des télécommunications ont joué un rôle clé. La hausse des bénéfices en 2002 succède à la baisse de 14,6 % enregistrée en 2001.

Les bénéfices du secteur non financier ont atteint 123,9 milliards de dollars, en hausse de 9,6 %. Toutefois, le groupe des branches financières a accusé une baisse de bénéfices de 6,5 % en 2002, en raison surtout du recul qu'ont connu les intermédiaires de dépôt, notamment les banques à charte.

Les fabricants ont connu une excellente année 2002, une hausse de 3,9 % des recettes d'exploitation ayant contribué à propulser de 13,5 % les bénéfices d'exploitation, qui ont atteint 41,7 milliards de dollars.

Les constructeurs de véhicules automobiles et de pièces ont vu leurs bénéfices monter de 36,5 %, grâce aux incitatifs et aux faibles taux d'intérêt qui ont soutenu la croissance des ventes pendant presque toute l'année. Une forte demande aux États-Unis a favorisé les exportations de produits automobiles.

Les fabricants de métaux de première transformation ont déclaré que l'accroissement des expéditions et le raffermissement des prix sont des facteurs qui ont contribué à faire plus que tripler les bénéfices annuels, qui ont atteint 2,0 milliards de dollars. Les bénéfices des producteurs de produits chimiques se sont accrus de 18,9 % pour atteindre 6,6 milliards de dollars en 2002. D'autres hausses importantes ont été déclarées par les fabricants de minéraux non métalliques, de machines et de matériel ainsi que de vêtements. Par contre, les fabricants de produits électroniques et d'ordinateurs sont restés plongés dans le marasme mais ont néanmoins ramené leurs pertes d'exploitation à 500 millions de dollars contre 1,2 milliard de dollars en 2001.

Par contre, les bénéfices d'exploitation des producteurs de bois et de papier sont tombés à 3,4 milliards de dollars, soit 30,9 % en deçà des niveaux de 2001. Les bénéfices ont été comprimés par l'imposition de droits d'exportation par les États-Unis en mai. La demande de bois de construction a été soutenue par l'effervescence du marché nord-américain de l'habitation. Cependant, les prix du bois de construction ont diminué en raison d'un excédent de stocks, certains producteurs canadiens ayant intensifié la production après l'imposition des droits d'exportation.

Les producteurs de pétrole et de charbon ont réalisé des bénéfices d'exploitation de 5,0 milliards de dollars en 2002, en baisse de 10,4 % par rapport à 2001. Malgré une progression constante tout au long de l'année, les prix du pétrole n'ont pas atteint les records du début de 2001.

Statistiques financières des entreprises

Données désaisonnalisées

	3 ^e trim. de 2002	4 ^e trim. de 2002	3 ^e trim. au 4 ^e trim. de 2002	2002	2001 à 2002
	en milliards de dollars		var. en %	en milliards de dollars	var. en %
Toutes les branches d'activité					
Recettes d'exploitation	572,4	583,4	1,9	2 264,0	3,6
Bénéfices d'exploitation	39,9	41,9	5,1	156,3	5,8
Branches d'activité non financières					
Recettes d'exploitation	522,2	532,9	2,1	2 063,5	4,4
Bénéfices d'exploitation	32,0	33,9	6,1	123,9	9,6
Branches d'activité financières					
Recettes d'exploitation	50,2	50,5	0,5	200,5	-3,7
Bénéfices d'exploitation	7,9	8,0	1,0	32,4	-6,5

Les détaillants ont déclaré pour 9,5 milliards de dollars de bénéfices d'exploitation en 2002, contre 6,6 milliards de dollars en 2001. Les recettes d'exploitation ont grimpé de 9,2 % pour s'établir à 312,8 milliards de dollars.

Le secteur du transport et de l'entreposage a vu ses bénéfices passer à 7,3 milliards de dollars en 2002; ces derniers avaient atteint leur plus bas niveau en six ans en 2001, soit 4,7 milliards de dollars. Les recettes d'exploitation ont monté de 1,8 % pour s'établir à 81,1 milliards de dollars, ce qui constitue une certaine reprise après les événements du 11 septembre 2001.

Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 5,1 % pour atteindre 41,9 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2002, après avoir progressé de 1,0 % au troisième. Il s'agit de la quatrième hausse trimestrielle d'affilée, mais qui reste bien en deçà de la hausse de 10,6 % et de 13,2 % affichée dans les deux premiers trimestres de l'année.

Les branches non financières ont accru leurs bénéfices de 6,1 % au quatrième trimestre, tandis que les secteurs financiers ont affiché une hausse plus modeste, de 1,0 %.

*Le numéro du quatrième trimestre de 2002 de **Statistiques financières trimestrielles des entreprises** (61-008-XIF, 26 \$ / 86 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Jeannine D'Angelo au (613) 951-2604. Pour des questions analytiques, communiquez avec Bill Potter au (613) 951-2662 ou avec Haig McCarrell au (613) 951-5948, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.*

Les investissements privés et publics devraient augmenter

Entreprises, administrations publiques et établissements prévoient consacrer plus de 209 milliards de dollars en 2003 à des dépenses d'investissement en installations, en équipement et en logements, en hausse de 2,1 % par rapport à 2002.

La vigueur soutenue des investissements dans le secteur de l'habitation et dans l'administration publique devrait contrebalancer l'inertie des investissements des entreprises.

Une enquête-échantillon menée auprès de 27 000 organismes révèle que les dépenses d'investissement au Canada totaliseront 209,7 milliards de dollars, contre un peu plus de 205,3 milliards de dollars (estimation) en 2002.

En 2003, les deux provinces les plus peuplées au Canada, à savoir le Québec et l'Ontario, totaliseront plus de la moitié des investissements. L'Ontario et le Québec représentent respectivement 37 % et 20 % du total des intentions à cet égard.

L'investissement total en installations et en équipement devrait se chiffrer à 154,3 milliards de dollars, en hausse de 1,1 %, tandis que l'investissement dans l'habitation devrait grimper de 5,0 % pour atteindre 55,4 milliards de dollars.

Le secteur de l'habitation, qui a connu une année exceptionnelle en 2002, représente plus de 60 % de la croissance prévue des investissements en 2003. On devrait observer des hausses dans les deux principales composantes, soit les logements neufs et les rénovations.

Les dépenses de l'administration publique devraient progresser de 6,8 %. La quasi-totalité de cette hausse sera attribuable aux administrations locales, qui prévoient accroître de 1,1 milliard de dollars leurs investissements. La majeure partie de cette hausse proviendra du Québec et de l'Ontario.

Les perspectives d'investissement des entreprises en 2003 demeurent peu reluisantes. Les entreprises (le secteur de l'habitation mis à part), les administrations publiques et les établissements devraient accroître leurs dépenses d'un maigre 0,1 %.

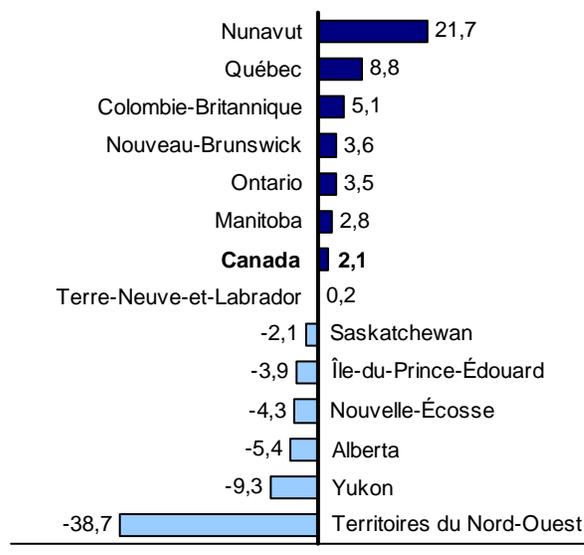
Le secteur de l'extraction pétrolière et gazière, de concert avec le secteur de la technologie de l'information et des communications, entend réduire de 3,1 milliards de dollars ses dépenses en 2003.

En 2003, les investissements dans le secteur de l'extraction pétrolière et gazière non classique devraient chuter de 28,4 % pour s'établir à 4,6 milliards de dollars. Ainsi, les hausses de 2002 seront effacées et le niveau atteint sera inférieur à celui de 2001.

Le secteur de l'extraction pétrolière et gazière non classique devrait afficher une meilleure performance en 2003, en hausse de 2,6 %, contre celle observée en 2002, en baisse de 19,4 %.

Dans l'ensemble, les intentions d'investissement dans le secteur de la technologie de l'information et des communications annoncent une baisse de 7,4 % en 2003. Ce repli sera attribuable

Croissance des investissements (%)



au secteur de la fabrication (-17,6 %), aux services liés aux biens (-7,7 %) et aux services intangibles (-6,4 %).

En 2003, l'industrie manufacturière prévoit augmenter ses investissements de 6,6 %, grâce surtout aux secteurs du papier et des métaux de première transformation. Il s'agira de la première hausse dans le secteur manufacturier depuis 2000. L'investissement dans le secteur de la fabrication, bien qu'en progression, se situera un peu en deçà de la barre des 18,0 milliards de dollars et atteindra un niveau qu'on n'avait pas vu depuis 1995.

Dans le secteur de la finance et de l'assurance, on prévoit une hausse de 7,9 %, de sorte que le total des investissements devrait se chiffrer à près de 12,0 milliards de dollars. La progression s'observera surtout dans le secteur de l'intermédiation financière et des activités connexes, où les banques et les entreprises de location prévoient récupérer près de la moitié de la baisse enregistrée en 2002.

Les investissements devraient augmenter dans sept provinces et territoires. Le Nunavut et le Québec afficheront la plus importante hausse. Au Québec, les investissements devraient se chiffrer à 42,2 milliards de dollars, et en Ontario, ils devraient s'élever à près de 78,2 milliards de dollars, en hausse de 3,5 %.

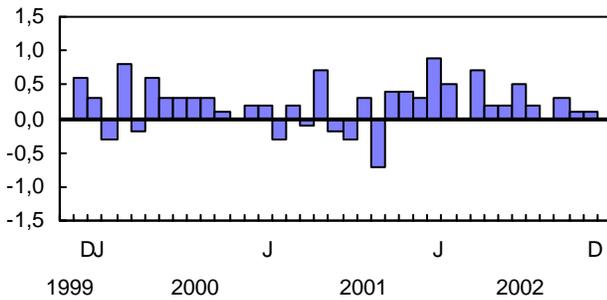
La plus forte baisse aura probablement lieu en Alberta (-2,2 milliards de dollars), où les dépenses d'investissement tomberont à environ 39,3 milliards de dollars. Le marasme qui a persisté dans le secteur pétrolier et gazier a énormément nui à l'investissement dans cette province.

*La publication **Investissements privés et publics au Canada, perspective 2003** (Internet : 61-205-XIB, 35 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 ou composez sans frais le 1 800 571-0494 (courriel : gilbert@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

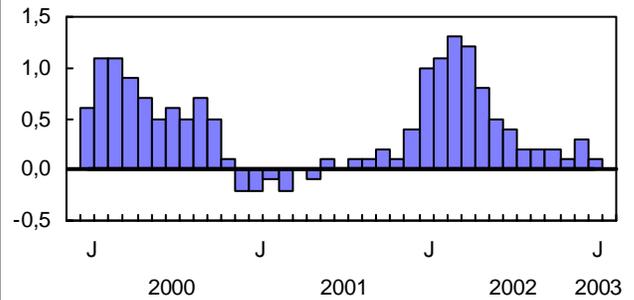
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,1 % en décembre, soit la même croissance qu'en novembre.

Indice composite

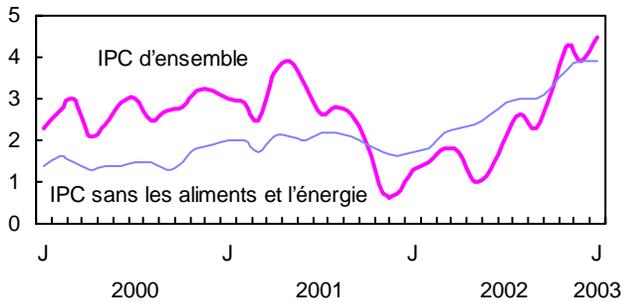
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé composite a progressé de 0,1 % en janvier, après avoir augmenté de 0,3 % en décembre.

Indice des prix à la consommation

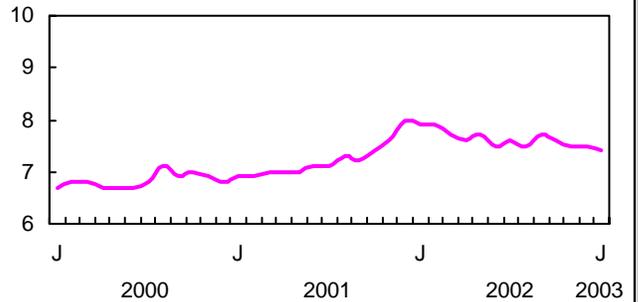
Variation annuelle en %



En janvier, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 4,5 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 3,9 %.

Taux de chômage

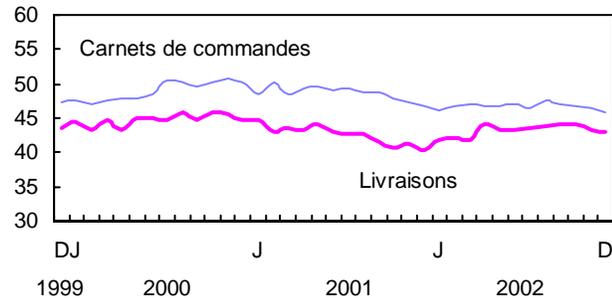
%



En janvier, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 7,4 %.

Fabrication

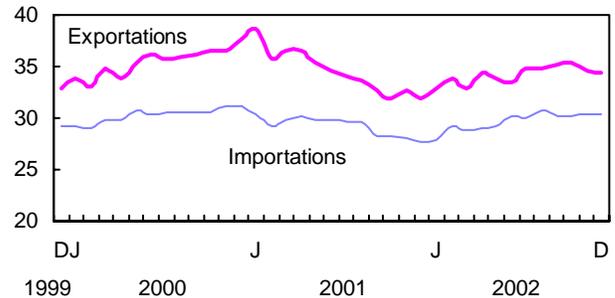
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont baissé de 0,9 % en décembre pour atteindre 43,0 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont reculé de 1,1 % pour se fixer à 46,0 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En décembre, les exportations ont reculé de 0,3 % pour se fixer à 34,5 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 0,5 % pour se fixer à 30,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	décembre*	989,2	0,1 %	3,8 %
Indice composite (1992 = 100)	janvier	180,1	0,1 %	6,6 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 2002	41,9	5,1 %	32,8 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	3 ^e trim. de 2002	83,3	0,8 †	2,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	décembre	25,9	0,2 %	3,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre	150,3	6,3 %	2,7 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	décembre	36,1	0,3 %	9,1 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier	15,6	0,0 %	3,1 %
Taux de chômage (%)	janvier	7,4	-0,1 †	-0,5 †
Taux d'activité (%)	janvier	67,3	-0,2 †	0,8 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	décembre	685,42	0,21 %	2,17 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	février*	111,4	-0,2 %	-11,5 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	décembre	547,8	-0,5 %	-2,1 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	34,5	-0,3 %	7,8 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	30,4	0,5 %	10,5 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	décembre	4,1	-0,3	-0,4
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	décembre	43,0	-0,9 %	6,6 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	décembre	42,5	-1,6 %	7,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	décembre	46,0	-1,1 %	-1,7 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,47	0,02	-0,08
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier	121,4	0,8 %	4,5 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	janvier	108,4	0,3 %	2,0 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	janvier	125,6	5,2 %	22,2 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	décembre	112,8	0,3 %	5,1 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 27 février au 5 mars 2003

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
La revue laitière	4 ^e trim. de 2002	23-001-XIB	27/89
Production de fruits et légumes	février 2003	22-003-XIB	23/46
Statistiques du bétail	4 ^e trim. de 2002	23-603-XIF	34/112
Statistiques de bovins	2000 à 2003	23-012-XIF	gratuit
Statistiques de moutons	2000 à 2003	23-011-XIF	gratuit
Statistiques de porcs	4 ^e trim. de 2002	23-010-XIF	gratuit
Stocks de viandes congelées et réfrigérées	février 2003	23-009-XIF	gratuit
COMMERCE INTERNATIONAL			
Importations par pays	2002	65-006-XMB	62/206
Importations par pays	2002	65-006-XPB	124/412
Le commerce international de marchandises du Canada	décembre 2002	65-001-XIB	14/141
COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES			
Comptes des flux financiers, estimations trimestrielles	4 ^e trim. de 2002	13-014-PPB	50/180
Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles	4 ^e trim. de 2002	13-001-PPB	50/180
Estimations du revenu du travail, estimations mensuelles	décembre 2002	13F0016XPB	20/65
Produit intérieur brut par industrie	décembre 2002	15-001-XIF	11/110
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	4 ^e trim. de 2002	13-010-XIF	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Papier-toiture asphalté	janvier 2003	45-001-XIB	5/47
INDUSTRIES DE SERVICE			
Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes	décembre 2002	63-011-XIF	6/55
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Investissements privés et publics au Canada, perspectives	2003	61-205-XIB	35
ORGANISATION ET FINANCES DE L'INDUSTRIE			
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	4 ^e trim. de 2002	61-008-XIF	26/86
PRIX			
Indices de mission de l'Agence canadienne de développement international	mars 2003	62F0084XIF	gratuit
Indices de mission des directives sur le service extérieur	mars 2003	62F0082XIF	gratuit
Indices de mission militaire	mars 2003	62F0085XIF	gratuit
Indices de mission pour les organisations non gouvernementales	mars 2003	62F0083XIF	gratuit
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Comparaison du rendement en matière de R-D sur le plan international : analyse des pays qui ont augmenté considérablement leur ratio DIRD/PIB durant la période de 1989 à 1999		88F0006XIF	gratuit
Qui partage quoi avec qui? Comment les entreprises canadiennes ont utilisé les réseaux électroniques pour partager l'information en 2001?		88F0006XIF	gratuit
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
... au courant	février 2003	82-005-XIF	gratuit
Contenu optionnel et autres tableaux connexes, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes	2000-2001	82-577-XIF	gratuit
Profils de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes		82-576-XIF	gratuit
TRANSPORTS			
Aviation civile canadienne	2000	51-206-XIB	31

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».